

aux commerçants britanniques qu'il achèterait sûrement beaucoup plus de la Grande-Bretagne que des États-Unis. Enfin, tout récemment, le gouvernement a décidé de hausser le tarif préférentiel britannique à l'égard de la laine. Naturellement, cela n'a pas plu aux commerçants britanniques. Au fait, cela les a jetés dans la confusion et l'inquiétude. En l'espace d'une brève année, le gouvernement a réussi, semble-t-il, à susciter l'antagonisme de ses deux meilleurs clients. Comme politique de commerce international, ce ne pouvait être plus piètre.

Les conservateurs ont souvent accusé les libéraux d'avoir perdu les marchés canadiens d'outre-mer. Les honorables vis-à-vis ont fait maints discours sur ce sujet, mais jamais l'on a dit quels marchés d'Europe avaient été perdus, comment ils avaient été perdus ni pourquoi ils avaient été perdus. C'est seulement quand nous lisons l'exposé budgétaire que nous discernons que les conservateurs ont commencé à comprendre certains des problèmes touchant nos marchés d'outre-mer. Dans son exposé budgétaire, ainsi qu'en fait foi la page 1308 du hansard du 17 juin 1958, le ministre des Finances disait:

De plus, j'avoue que les frais de production et les prix au Canada me préoccupent. Ce n'est qu'en maintenant nos frais de production au niveau de ceux de nos concurrents que nous pourrions accroître l'emploi et améliorer graduellement notre niveau de vie.

Notre économie court le risque de devenir une économie chère. Cette perspective est particulièrement grave dans le cas d'un pays comme le Canada qui doit vendre une si grande partie de sa production sur les marchés extérieurs. En outre, les producteurs canadiens éprouvent de plus en plus de difficulté à conserver leur marché intérieur par suite de la vive concurrence de l'étranger. Dans de telles circonstances, nombre d'entre eux se tournent vers l'État pour régler le problème des frais.

On a l'impression que le ministre en est venu à la conclusion que ces problèmes ont brusquement surgi depuis l'arrivée du gouvernement conservateur au pouvoir. Ce n'est évidemment pas exact. Cette économie chère est celle de notre pays depuis la deuxième Grande guerre. C'est l'une des raisons pour lesquelles on a pu perdre des marchés pendant cette période, et cela explique aussi pourquoi nous continuons à en perdre actuellement.

Jamais, au cours du régime libéral, les libéraux, soit par leurs programmes, soit par leurs paroles, soit par leurs actes, n'ont compromis les débouchés étrangers, et encore moins ceux de nos meilleurs clients, comme le premier ministre l'a fait en se lançant dans le déplacement de 15 p. 100 du commerce, dans sa recherche perpétuelle de mesures législatives sensationnelles.

Il serait ridicule, si ce n'était pas si pathétique, d'entendre le premier ministre chercher maintenant à renier sa politique de la diversion du commerce d'il y a un an. Cet après-midi, dans son discours, le ministre du Commerce a également semblé chercher à la renier, lorsqu'il a dit que le commerce avec les États-Unis était de première importance. C'est une déclaration fort étrange, venant de quelqu'un qui, il n'y a pas si longtemps, était si pénétré du concept du déplacement de 15 p. 100. Cette politique en matière de commerce international, fondée sur la recherche du sensationnel ou sur des idées à demi mûries, peut être extrêmement dangereuse. Dans son exposé budgétaire, comme on peut le voir à la page 1298 du hansard du 17 juin, le ministre des Finances a dit:

Les plus graves de tous ces ennuis sont peut-être les incertitudes découlant des nombreuses clauses de résiliation qu'on trouve dans les lois et les méthodes administratives des États-Unis. Inutile de rappeler aux honorables députés les récentes restrictions qu'on a imposées contre le pétrole canadien et la menace qui ne cesse de planer sur nos exportations de plomb, de zinc et de cuivre, en dépit des obligations d'accords commerciaux fermes.

Un peu plus loin il ajoutait:

Nous comprenons difficilement pourquoi les États-Unis traitent ainsi son meilleur client, son voisin et ami.

Monsieur le président, on a l'impression en lisant ces mots que le ministre s'est engagé lui-même à poursuivre les gémissements orgueilleux du genre qui lui est particulier, après qu'il eut lui-même lancé la première pierre.

L'hon. M. Churchill: Ce n'est pas de moi que parle l'honorable député?

M. Cardin: Non, du ministre des Finances, qui a tant vanté ce détournement de 15 p. 100. Bien entendu, le gouvernement a voulu motiver ce programme de détournement de 15 p. 100 en invoquant le malheureux et formidable déficit commercial que notre pays a vis-à-vis les États-Unis. Ni l'ancien gouvernement ni aucun Canadien n'était indifférent à l'existence de ce déficit. Cette situation n'a jamais été considérée comme idéale par qui que ce soit de ce côté-ci de la Chambre, mais, à mon avis, le problème de nos relations commerciales était à cette époque et est toujours d'une importance vitale pour l'économie canadienne. C'eût été ridicule, comme les circonstances l'ont prouvé, d'essayer de changer une tendance naturelle dans le commerce que des tendances prédominantes dans le monde, la concurrence, les prix et les niveaux de vie ont maintenant imposée à notre économie.

Ne croyez-vous pas que cette plus grande concurrence sur les marchés mondiaux soit